

Questions orales

Des voix: Plus fort!

M. McGrath: . . . j'adresserai ma question au premier ministre suppléant. Alors que le Parlement est muselé par le gouvernement, le taux d'inflation a atteint un sommet depuis le lendemain de la guerre. Il a en effet atteint 12.8 p. 100, c'est-à-dire qu'il a augmenté de 38 p. 100 depuis que le gouvernement a pris le pouvoir.

Voici la question que je voudrais poser au ministre des Finances ou au premier ministre suppléant: puisque nous sommes sur le point d'ajourner le fait que le gouvernement a imposé la clôture, le ministre peut-il dire à la Chambre et aux Canadiens si, durant les prochains mois, pendant que le Parlement ne siègera pas, les Canadiens peuvent compter sur un répit après la hausse du prix des denrées alimentaires, du coût de la vie, des taux d'intérêt et de tout le reste?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, nous regrettons que le chiffre soit aussi élevé, mais le député demande si la situation va s'améliorer durant les prochaines semaines voire les prochains mois. La hausse du mois de juin est surtout due au fait, dans le cas des denrées alimentaires, qu'à partir de juillet et d'août, on cessera d'importer des légumes et d'autres denrées de ce genre au Canada. Les primeurs seront produites au Canada, ce qui sera un avantage pour nous. Par conséquent le prix des fruits et des légumes frais diminuera probablement durant l'été, ce qui facilitera les choses.

La deuxième cause de la hausse de l'indice des prix, c'est l'augmentation rapide du prix de l'énergie. Je suis certain que nous ne suivrons pas les conseils du parti de l'opposition—à savoir d'amener rapidement le prix de l'énergie au niveau mondial—ce qui aggraverait la situation dans ce domaine.

Des voix: Des prix de plus en plus élevés.

M. Hnatyshyn: Parlez-nous du cartel.

M. Clark: C'est un mensonge. C'est un mensonge.

M. Chrétien: Il n'y aura plus d'augmentations.

M. Clark: Vous êtes un menteur.

M. Chrétien: Il y en a eu au printemps, pour des raisons spéciales, mais cela ne se reproduira pas cet été.

LES MESURES POUR AIDER LES GAGNE-PETIT

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Les fruits et légumes coûtent 37.6 p. 100 de plus qu'en juin dernier. Les premier ministre suppléant ne peut pas en blâmer les cultivateurs. Il n'y a qu'un coupable, le gouvernement, et le ministre le sait!

Des voix: Bravo!

M. McGrath: Exception faite de l'Italie, nous avons maintenant la pire taux d'inflation des sept pays industrialisés de l'Ouest qui se réunissent à Ottawa. Il y aura peut-être un problème au sommet, mais notre pays traverse une crise. Je

crois que les petits salariés, les chômeurs et les retraités ont le droit d'attendre du secours des programmes du gouvernement.

Je demande au premier ministre suppléant, en sa qualité de ministre d'État chargé du Développement social, étant donné que le gouvernement jusqu'ici s'est borné à augmenter le supplément de revenu garanti de \$30, à quel secours les pauvres, les chômeurs et les retraités du Canada peuvent s'attendre au cours des trois mois de congé parlementaire?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, je crois avoir dit plus tôt qu'au contraire, je ne blâmais pas les cultivateurs. J'ai dit que les agriculteurs vont nous aider parce que nous pourrions consommer leurs fruits et légumes frais en juillet et en août. Les agriculteurs nous aideront donc, ils ne nous nuiront pas. Je ne blâme pas les agriculteurs. J'ai dit que, malheureusement, le prix des aliments importés avait augmenté rapidement en juin, que nous avons dû faire face à ce problème; mais grâce aux agriculteurs canadiens, nous n'aurons pas le même problème en juillet et en août, parce que nous aurons le produit de leur travail. Le député avait donc tort de porter cette accusation.

L'opposition demande au gouvernement de dépenser encore plus d'argent en ce moment, mais c'est le même groupe de personnes qui se plaint que le déficit soit trop élevé. Le député nous demande d'ajouter de nouvelles augmentations aux nombreuses sommes que nous avons déjà investies dans les programmes sociaux depuis 18 mois. Dans bien des cas, nous avons rétabli des paiements que le parti du député avait supprimés quand il était au pouvoir.

Des voix: Bravo!

L'IMPOSITION DE LA CLÔTURE

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Le ministre est une Marie-Antoinette bien peu attrayante, car il dit à nos concitoyens qu'il les a laissés manger la brioche au mois de juin parce que les prix des produits avaient augmenté.

● (1120)

Ma question s'adresse au ministre des Finances ou au premier ministre suppléant en sa qualité de ministre d'État chargé du Développement social. Depuis que le gouvernement a pris le pouvoir, l'indice de la misère qui comprend le taux de chômage, les taux d'intérêt et le taux d'inflation a augmenté dans les proportions phénoménales de 250 p. 100. C'est vraiment ce qu'on peut appeler la misère. Je voudrais que le premier ministre suppléant me dise, puisque le gouvernement a décidé d'invoquer la clôture pour forcer le Parlement à suspendre ses travaux pour l'été alors que notre pays est en pleine crise, quelles mesures on peut s'attendre . . .

Une voix: Joe est en difficulté.

M. McGrath: Non, mon cher ami. C'est vous qui l'êtes ainsi que votre chef de parti et vous le savez pertinemment.